

VIE DU SYNDICAT

# «L'agriculture BIO actuelle n'est pas écologique! Il faut aller plus loin.»

Philippe Reichenbach est producteur de lait à La Chaux-de-Fonds et président de la section neuchâteloise d'Uniterre. Récemment reconverti en Bio, il revient sur les raisons qui l'ont poussé à ce choix et sur son point de vue sur le Bio en Suisse. Entretien.



A gauche: la ferme Reichenbach datant de 1652. Au centre: la botte géante, symbole des luttes paysannes, qui est régulièrement de sortie lors d'assemblées paysannes dans la région. A droite: le petit chalet de vente directe pour lequel Philippe et Samantha Reichenbach ont dû se battre.

C'est lors d'un des derniers jours enneigés de l'hiver, revenant d'un dépannage imprévu chez un collègue en convalescence, que Philippe Reichenbach prend pourtant le temps de nous recevoir chaleureusement chez lui en compagnie de sa femme Samantha. C'est que Philippe a de quoi remplir ses journées: outre leur exploitation avec 20 vaches laitières, il s'occupe d'un commerce de bois de chauffage, fait de la vente directe et accompagne des jeunes en difficulté, quand il n'est pas en train d'organiser des événements de lutte traditionnelle, une passion qu'il a transmise à son fils.

## Philippe, peux-tu nous décrire ton «outil» de travail?

Appartenant à une grande famille, j'ai l'honneur de représenter la 5ème génération à exploiter la ferme familiale datant de 1652, sise à l'entrée de La Chaux-de-Fonds à 1100m d'altitude. C'est un domaine de 15 hectares, dont 11 ha en propriété, 7 ha de forêt, plus 15 hectares d'estivage à la Vue des Alpes. Jusqu'en 2009, je coulais à la société de laiterie de la Chaux-de-Fonds, qui livre annuellement 18 millions de litres de lait à Elsa via une organisation de producteurs-utilisateurs (OPU).

## 2009 a justement été une année charnière pour votre exploitation, comment l'avez-vous vécue?

Avec la crise laitière de 2009 et les prix dérisoires que l'on touchait, j'ai arrêté de livrer en mai 2009. Nous avons sérieusement pensé arrêter la production laitière et j'avais même commencé à chercher un travail à l'ex-

térieur. Nous nous sommes toutefois donné une période de recul pendant laquelle nous avons évalué plusieurs scénarios, notamment des vaches allaitantes ou l'investissement dans la fabrication de glace de la ferme. Comme nous avons gardé le bétail, c'était une période difficile, sans paie du lait, et nous sortions découragés des réunions avec les banquiers... Finalement, nous nous sommes décidés début 2010 de passer en BIO et de livrer notre lait à la fromagerie de Chézard-St.-Martin. L'accueil et la solidarité des 10 producteurs d'alors de la fromagerie ont été décisifs. Dès ce jour, nous nous sommes lancés à fonds dans les démarches de conversion au Bio. Cela n'a pas impliqué de changements massifs dans notre exploitation, on peut dire que je faisais quasiment du Bio sans le label. Le plus grand changement a concerné le petit élevage d'une quinzaine de lapins de mon fils, dont le clapier était pourtant flambant neuf!

## Que t'a apporté Uniterre dans cette période?

Je fais partie du comité directeur depuis 2007, après m'être investi lors de la première grosse grève du lait. L'analyse claire des solutions dans le lait d'industrie menée par Uniterre m'a conforté dans mes choix de refuser de m'endetter pour aller dans un système dans lequel on ne peut plus lever le pied. J'avais déjà refusé de construire un nouveau bâtiment et le fait d'avoir peu de dettes nous a permis d'arrêter de livrer. Nous avons alors continué sur la voie de l'autofinancement pour passer en Bio.

## Pourtant tu es critique vis-à-vis du Bio?

Si je suis évidemment très engagé pour une agriculture «naturelle», je suis critique par rapport aux aspects écologiques du label Bio! Alors que Monsieur Tout le Monde pense que le Bio est forcément le must en agriculture, on oublie qu'il persiste de nombreux transports et apports énergétiques externes. En effet, le cahier des charges du Bio n'exige pas des cycles fermés au sein de l'exploitation, contrairement aux pratiques d'agroécologie (ndlr: voir article en page7). Et beaucoup de matières premières Bio pour les produits transformés proviennent de très loin, comme le sucre de canne pour les yaourts Bio Suisse, une aberration d'autant plus que les contrôles de qualité effectués à l'étranger ne sont pas suffisants. Pour cette raison, je vends mes yaourts sans le label Bio car je préfère utiliser du sucre suisse.

Je suis également critique vis-à-vis des aspects sociaux du label Bio: la charte sociale Bio ne va pas assez loin, car elle n'inclut des rémunérations justes que pour des employés hors cadre familial. Et la main d'oeuvre familiale alors, est ce normal qu'elle soit inéquitablement rémunérée, pire même pas reconnue puisque non comptabilisée?

Une dernière retenue que j'ai envers le label Bio est l'implication financière non transparente de Migros. Ce n'est pas aux industries agroalimentaires de dicter la production Bio. Si on ne fait pas attention, nous aurons bientôt sur les étagères des produits issus de monocultures Bio, déconnectées du sol, comme dans l'agriculture convention-

nelle: de l'agro-industrie Bio.

Ces problématiques méritent d'être mises sur le devant de la scène dans le débat public afin de faire évoluer les labels Bio, et pas seulement en Suisse, vers des labels synonymes d'agriculture durable.

## Ton fort engagement dans la défense professionnelle t'a valu quelques déboires...

On a en effet meilleur temps de montrer patte blanche lorsqu'on est actif à Uniterre. Comme plusieurs de mes collègues engagés, j'ai subi un nombre de contrôles spontanés nettement plus élevé que pour la moyenne des collègues. Ce qui est rageant, c'est la volonté de chercher la petite bête dans des exploitations qui cherchent continuellement des innovations pour contribuer à la souveraineté alimentaire (pour ma part, j'ai dû aller jusqu'au tribunal pour un petit chalet de vente directe de 2m sur 3m!), alors que des exploitations qui ressemblent plus à des industries reçoivent des faveurs des services du canton. Ces exploitations dantesques de plus de 300UGB comme l'exploitation Menoud du Val de Travers, coulent annuellement des millions de litres de lait basés sur l'importation de fourrage et sur une main d'œuvre frontalière bon marché. Elles créent de telles nuisances environnementales, sociales et économique que des riverains commencent à monter aux barricades, excédés par les passages de camions de fourrage et de lisiers en surplus quand ces derniers ne percolent tout simplement pas dans la nappe. Nous avons les preuves que l'étude d'impact sur

## VIE DU SYNDICAT (SUITE)



A gauche: Philippe Reichenbach cherche avant tout à avoir des vaches laitières robustes. Au centre: le laboratoire équipé pour la transformation des produits laitiers. A droite: la ferme certifiée Bio depuis le début de cette année, après deux ans de reconversion.

l'environnement, qui est exigée pour plus de 125 UGB, a été réalisée pour 180 UGB alors que la construction a été réalisée pour 300 UGB. Après avoir constaté la divergence entre plan et réalisation, le service de l'aménagement du territoire de Neuchâtel a demandé une simple mise en conformité des plans sans refaire de nouvelle étude d'impact, étude qui n'aurait jamais passé si elle avait été faite initialement. En outre, la dérogation possible à l'interdiction de construire en zone agricole est soumise à condition d'un auto-approvisionnement en fourrages de 70%, condition qui n'a pas été respectée. Ces industries agricoles hors sol sont un non-sens et n'apportent absolument pas la solution aux problèmes actuels de l'agriculture. La loi sur l'aménagement du territoire (LAT) qui aurait normalement dû être un garde-fou, n'a malheureusement pas joué son rôle.

### Des jeunes t'accompagnent régulièrement sur l'exploitation, d'où viennent-ils?

Nous sommes une famille d'accueil reconnue par le programme Caritas-Montagnards et accueillons des jeunes en rupture pour des périodes variables allant jusqu'à une année. Actuellement, Michaël est chez nous depuis cinq mois. Nous l'intégrons à notre communauté familiale et communauté de travail. C'est un sacré investissement, avec des moments parfois difficiles, mais à la fin des stages, lorsqu'on sent la reconnaissance et le chemin effectué par ces jeunes, l'émotion est là. L'environnement naturel, le contact avec les animaux, et la solidarité dans les tâches de la ferme font que ces stages dans l'agriculture de montagne et moyenne montagne donnent les meilleurs résultats pour recréer du lien social chez des jeunes en difficultés. Et ce sont aussi les mesures les moins chères! Voilà encore un rôle précieux de notre agriculture multifonctionnelle. Actuellement, nous sommes une dizaine de familles paysannes romandes qui nous investissons dans cet accompagnement de jeunes, encadrés par Caritas.

### Quels sont les projets de la section neuchâteloise d'Uniterre?

Avant tout, nous cherchons à élargir et redynamiser notre comité cantonal avec des jeunes! Les propositions d'Uniterre émanent de la base, c'est notre force. Nous construisons sur le dialogue entre les paysans et y mettons notre priorité actuellement. Nous avons d'ailleurs lancé des soirées mensuelles pour débattre de propositions locales face à la disparition des fermes et face à l'agrandissement hors-normes d'autres (voir encadré). La section dénonce la construction de ces fermes gigantesques dans le canton et ce modèle d'agro-industrie qui va à l'encontre de l'agriculture paysanne. Nous organisons un événement autour de la journée internationale des luttes paysannes le 17 avril (voir encadré).



D'autre part, je suis le fer de lance du lancement d'une initiative d'agriculture contractuelle de proximité (ACP) dans la région avec des produits laitiers (lait, crème, beurre, yaourts). Parti d'un projet personnel, l'optique est de le développer au niveau de la section. Cette ACP-Lait permettrait de développer les circuits courts alternatifs à la grande distribution dans le canton et de diminuer les clivages entre bas et haut du canton. Il y a en effet peu de vente directe dans le canton et les initiatives ACP sont regroupées dans le bas du canton. Nous sommes en discussion avec le Lopin Bleu afin de bénéficier de leur expérience et montons le projet en synergie avec la section NordWestSchweiz d'Uniterre qui a un projet similaire. Nous nous y planchons depuis quelques temps déjà et sommes convaincus que contractualiser du lait équitable de proximité, c'est possible.

### Quels sont tes engagements futurs pour Uniterre?

En tant que producteur de lait Bio de fromagerie, je continuerai bien sûr à me battre pour le lait d'industrie! Un dossier qui me passionne est celui des 15ct touchés par les industries qui font du fromage maigre avec du lait d'industrie et empochent ainsi 50 millions sur le total des 300 millions de francs de soutien à la transformation fromagère. Le problème n'est pas l'enveloppe totale, sujet du vote parlementaire récent, mais sa distribution trop large. Si les fromageries artisanales sont très bien contrôlées quant aux reversements aux producteurs et à la garantie que tout le lait est bien fromagé, il n'en est pas de même dans les industries et cela n'est pas normal!

Un autre dossier qui me tient à cœur est évidemment celui des prix équitables, et comment le bio, par sa charte sociale, pourrait être un levier plus important pour obtenir des salaires justes.

### Pour terminer, tu as des projets personnels?

Avec ma femme, nous venons de terminer l'installation de notre laboratoire pour la transformation artisanale de produits laitiers. Nous allons développer la vente directe, notamment via des abonnements en produits laitiers (ACP-Lait).

Dans l'optique d'adapter continuellement notre ferme sur les principes de la souveraineté alimentaire, je cherche à installer un séchoir pour mon fourrage grossier, et vais cultiver un peu d'épeautre.

*Propos recueillis par Anne Gueye-Girardet*

## LA SECTION NEUCHÂTEL

La section neuchâteloise d'Uniterre invite tous les paysans et sympathisants intéressés à ses débats mensuels. Rendez-vous tous les derniers jeudis du mois à 20h30 au restaurant de la croisée à Malvilliers. Les prochains thèmes abordés: quelles solutions locales pour le canton de Neuchâtel face à la disparition et à l'agrandissement hors norme des fermes?

«le 17 avril et les bottes dans le purin». Plus d'infos: voir site internet [www.uniterre.ch/Agenda](http://www.uniterre.ch/Agenda)

Le 18 avril: soirée débat avec Maria Carmen Bueno (journalière agricole, membre du SOC, à l'origine de l'expérience de Marinaleda en Andalousie). MARINALEDA: Le rêve de la Terre. Une utopie devenue réalité?

Lieu: Maison des syndicats à Neuchâtel, av de la Gare 3 (Salle Unia). 18h: apéro, 19h: film, 20h: Conférence. Organisation: Uniterre NE, SolidaritéS, Maloca, Groupe migrants UNIA

Vous êtes intéressé à rejoindre le comité de section: contactez Philippe Reichenbach: 032 968 49 69 ou 079 640 89 63

**Metrabol**  
Bolus après-vélagé  
Nettoyage et tonus

**Taritral**  
TARIR avec la nature  
sans antibiotique

**Ovulitral**  
Le geste  
FERTILITÉ

LGC SA  
1627 Vaulruz  
www.altagenetics.ch 026 913 79 84